

DÉCLARATION LIMINAIRE

CTL du 03 décembre 2020

Madame la Présidente,

Plus de huit mois de crise sanitaire et sociale, une deuxième vague particulièrement virulente malgré un nouveau confinement, la santé des agents et des collectifs de travail mis à rude épreuve, le télétravail comme nouvelle norme pendant ce pic de pandémie, des agents légitimement inquiets et une population en colère face aux choix gouvernementaux de protéger les profits des grandes entreprises et les dividendes des actionnaires plutôt que la santé publique et la protection sociale...

Une situation aussi exceptionnellement dégradée et des agents subissant en permanence des restructurations ne justifieraient-ils pas à minima la suspension des réformes engagées à la DGFIP ? Les agents n'ont-ils pas suffisamment de choses à gérer en cette période compliquée, continuité de l'État, soutien à la vie économique et financière du pays, service au public... pour ne pas en rajouter ?

Pour la CGT Finances Publiques 87, les réformes contraires à l'intérêt des agents et du service public doivent être tout simplement abandonnées, et pour le moins suspendues en toute urgence au regard de la crise sanitaire et sociale.

Pourtant pour la DG et pour vous Madame la Présidente, il s'agit de continuer mordicus les réformes, posture idéologique méprisante envers les agents et le public ! Lors d'une précédente audioconférence avec les organisations syndicales, le directeur général, M. Fournel, a déclaré que la contestation avait eu lieu et que le temps était à la mise en œuvre des réformes.

Preuve en est la succession de groupes de travail et comités techniques sur le nouveau réseau de proximité et les suppressions de sites attenants, sur la démétropolisation, sur la chaîne comptable et la séparation ordonnateur-comptable, sur le recouvrement forcé et l'agence France recouvrement, sur les lignes directrices de gestion, jusqu'aux suppressions d'emplois et le recrutement concomitant de contractuels précaires. La liste n'est pas exhaustive.

Pour la CGT, la santé des agents est la priorité. Le dialogue social doit aujourd'hui être consacré à la protection sanitaire des agents. Quel sens donner au dialogue social actuel sur la mise en œuvre des réformes rejetées par les agents ? : une chambre d'enregistrement dont le seul but est d'associer les organisations syndicales à scier la branche sur laquelle nous sommes tous assis.

Rien n'est écrit d'avance, toutes et tous ensemble nous pouvons être plus forts. C'est pourquoi, même dans cette période inédite et imprévisible, la CGT Finances Publiques continue d'être présente aux côtés des agents, pour défendre notre santé ainsi que nos droits et nos missions de service public.

La crise sanitaire, non gérée par ce gouvernement, se transforme de plus en plus en crise économique, et sociale, environnementale et démocratique. Le nombre de personnes en situation de pauvreté devrait atteindre les 10 millions en 2021. Le nombre de chômeur·se·s lui aussi est en train d'exploser.

Les jeunes de moins de 25 ans n'ont toujours droit à aucune aide, des milliers d'étudiant·e·s sont en situation de précarité, n'ayant plus de travail pour se payer les études. Le gouvernement n'aura, à aucun moment, saisi l'opportunité de changer de politique, alors que la crise sanitaire a montré combien les dernières réformes et mesures gouvernementales étaient nocives pour faire face à la crise.

Au contraire, il a continué à donner, sans réserve et sans aucun contrôle et contreparties, des aides aux entreprises. 10 milliards de nouveaux cadeaux

fiscaux au titre de la baisse des impôts dits de production, alors qu'une étude sortie ce mois-ci rappelle que ce cadeau bénéficiera d'abord aux entreprises les moins impactées par la crise sanitaire.

Concernant la fonction publique, le gouvernement continue à dérouler les mesures de la loi dite de « transformation de la Fonction publique » pour en finir avec le statut général des fonctionnaires et contractualiser toujours plus l'emploi public alors que près de 20 % des personnels sont déjà des agents non-titulaires. La raison aurait été de cesser toute précarisation et flexibilité et de titulariser au plus vite tout·e·s les contractuel·le·s.

Il n'est plus à démontrer que le renforcement des services publics et de la fonction publique permettrait de répondre aux urgences sanitaires et sociales.

Et pourtant, tout prouve aujourd'hui que c'est l'inverse que vous voulez faire... La fin du service public...

En effet, nous parlerez-vous du « livret manager » Faire face aux défis de la transformation que nos chefs de services ont reçu pour qu'ils prêchent la bonne parole auprès des agents et tentent d'étouffer toutes contestations des agents.

Ce livret qui a été réalisé par un cabinet privé, a bien dû coûter les salaires annuels de 2 ou 3 agents ?

Pour détruire le service public des finances de l'argent il y en a... mais pour ouvrir aux usagers c'est fini... il faut faire des économies... il faut restructurer et là peu importe la dépense...

Dans un rapport du 23 juillet 2020 « Catanèse et Bonnet » qui a pour objectif de proposer l'évolution des modalités d'organisation de l'accueil physique des usagers de la DGFIP.

Voilà comment commence ce rapport :

« Le contrat d'objectif et de moyens 2020 2022 fixe des objectifs clairs et ambitieux en matière d'accueil physique : généralisation de l'accueil sur rendez-vous et de la pratique du contre-appel en amont, amélioration du dispositif d'assistance aux démarches en ligne, refonte de l'ergonomie des espaces d'accueil... Avec la crise sanitaire, la DGFIP mais aussi les usagers ont dû s'adapter et certaines mesures mises en œuvre dans l'urgence se sont traduites par un transfert massif de l'accueil physique vers l'accueil à distance (téléphone et courriel). À ce contexte s'ajoutent des réformes fortes et immédiates : notamment la déclaration de revenus automatique, la fin du numéraire et d'une grande partie de la taxe d'habitation, l'extension de compétence des centres de contact... Ce contexte exceptionnel constitue une opportunité majeure pour réorganiser plus franchement et plus largement notre politique d'accueil, dans tous les services. »

Nos dirigeants profitent de la crise sanitaire et économique pour fermer nos structures au public. En tant qu'agent du service public, nous ne pouvons accepter cela.

La CGT Finances Publiques combattrait aussi longtemps qu'il le faudra, ici ou ailleurs, cette politique de casse des services publics et la dégradation des conditions de travail de nos collègues.

En conclusion, notre fonction de service public est d'être au service du public. Ceci est d'autant plus important en cette période de crise sanitaire qui crée davantage d'inégalités et de précarité, notre mission prioritaire doit être d'être au plus près du public, que l'état envoie un signal fort d'accompagnement des usagers. Mais visiblement c'est tout le contraire que vous faites.